CONSTANTINE

Des enseignantes contractuelles molestées

Des dizaines d'enseignantes contractuelles, des jeunes filles et des mères de famille, venues dénoncer leur «exclusion arbitraire» du dernier concours de recrutement et rappeler au ministre «ses engagements» concernant leur situation, ont été, molestées par les éléments des brigades antiémeute et des agents de police en civil.

Rassemblées dès les premières heures de la matinée, hier, devant la Direction de l'éducation de Constantine pour dénoncer, disent-elles, «la politique de deux poids deux mesures du département de Benbouzid», des dizaines d'enseignantes contractuelles, qui avaient fermé l'accès à la DE, ont été, sans ménagement, chargées par les agents de l'ordre.

Leurs hurlements qui déchiraient le silence du boulevard de la Liberté ne leur ont pas été d'un grand secours. Même les badauds qui passaient par là, «hébétés» par la scène, et des journalistes, venus couvrir l'évènement, n'ont pas été épargnés.

Scandant des slogans hostiles au ministre de l'Education M. Benbouzid, lequel, soutiennent-elles, les a «trahies et n'a pas tenu ses promesses», ces enseignantes ont réclamé leur «permanisation dans les postes qu'elles occupent depuis plusieurs années». Selon l'une des contestataires, ses camarades sont décidées à tenir des sit-in quotidiennement devant la Direction de l'éducation, et ce, jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Il convient de noter dans ce contexte qu'aucun responsable de la DE n'est allé à la rencontre des protestataires qui demandaient des explications sur leur cas.

Photo : Samir Sid

Benbouzid n'a pas tenu ses promesses.

Par ailleurs, certaines d'entre elles, malheureuses candidates au dernier concours de recrutement, se demandent comment se fait-il qu'elles soient exclues alors qu'elles ont une expérience de plusieurs années.

«Je suis détentrice d'une licence et enseignante contractuelle depuis 1996. Aujourd'hui, on m'exclut à la faveur d'un détenteur d'un master qui n'a jamais enseigné. On nous méprise», dira une enseignante contractuelle.

Farid Benzaid

MÉCONTENTEMENT POPULAIRE À TIZI-OUZOU

Un millier de citoyens ferment la daïra, l'APC, l'ADE et la Sonelgaz de Bouzeguène

Pour des problèmes liés au cadre de vie des citoyens, les villageois de Wizgane et d'Ighil Tizi Boa, estimés à un millier de personnes, ont investi tôt dans la matinée d'hier le chef-lieu de commune et procédé à la fermeture systématique des sièges de la daïra, de l'APC, de l'ADE et de la Sonelgaz de Bouzeguène et à la séquestration du matériel de la STGE.

Les citoyens de Bouzeguène-village (Wizgane), dont c'est la deuxième action musclée après celle d'avril 2010, justifient leur action par la non-tenue des promesses maintes fois ressassées par l'entreprise de réalisation de gaz STGE et des responsables locaux de leur livrer le projet d'alimentation en gaz naturel (3e tranche), réception prévue en avril 2010 pour un délai de 11 mois. D'autres promesses de livraison du projet sont venues se greffer aux premières faites par l'entreprise et les autorités locales, mais vainement, fulmine le porte-parole du comité du village qui évoque d'autres échéances (5 juillet 2011, 1er novembre 2011, 20 juin 2012, 27e jour du Ramadan et 5 juillet 2012).

C'était plus que ne pouvait supporter les villageois qui ont décidé de se faire entendre pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme un grave mépris à l'endroit des 5 000 habitants. Une colère exacerbée «après avoir constaté que l'entreprise avait déployé de grands moyens pour livrer le projet le 5 juillet dernier avant de se rétracter après avoir confirmé l'annulation de la visite du wali à Bouzeguène», affirme notre interlocuteur qui soutient que le village de Bouzeguène est décidé à maintenir son action jusqu'à ce que les parties concernées s'engagent par écrit à réaliser ce qui reste du projet dans les meilleurs délais.

L'on évoque par ailleurs les dommages collatéraux subis par les villageois depuis 26 mois avec les routes défoncées par l'entreprise, mettant en danger les femmes, les enfants et les handicapés ; un non-voyant aurait déposé plainte après une chute dans un trou béant. Pour leur part, les villageois d'Ighil Tizi-Boa dénoncent le parti pris dans la gestion de la distribution de l'eau par l'ADE (15 jours sans eau pour leur village dont le réseau drainant la source forestière est endommagé), sollicitée, selon eux, vainement pour raccorder au réseau près de 80% des foyers.

Sur ce point, le responsable de l'ADE indique que ce village refuse de payer ses redevances en eau depuis l'avènement du projet.

Ighil Tizi Boa soulève, par ailleurs, un problème de chutes récurrentes de tensions et la défectuosité du transformateur installé depuis 22 ans, non renouvelé à ce jour en dépit de l'extension du village.

S. Hammoum

KHEMIS MILIANA

Fin de cavale pour un prisonnier évadé de l'hôpital

La cavale de B.-A. T. aura duré moins de 24 h.

En détention depuis des mois pour divers délits, il a été admis à l'hôpital de Khemis Miliana le samedi 25 août denier parce qu'il se plaignait de douleurs abdominales, diagnostiquées comme étant une appendicite, à la suite de quoi il a subi une intervention chirurgicale et placé en observation dans une chambre sécurisée sous la garde de 2 surveillants, un policier et un gardien de la maison d'arrêt de Khemis Miliana.

Selon des sources bien informées, vendredi 31, tôt le matin, avant la relève des agents affectés à sa surveillance, le prisonnier, dit-on, n'avait pas été menotté par son gardien qui dormait dans le lit attenant, durant la nuit, et ce comme l'exige le règlement.

Le candidat à l'évasion, qui avait semble-t-il préparé son plan, sans faire de bruit, hèle le policier de faction dans le couloir et lui demande de l'accompagner aux toilettes situées dans le couloir alors qu'un cabinet de toilettes existe bien dans la chambre sécurisée. B.-A.T., convainc le policier sous prétexte qu'il n'y a pas d'eau.

Le policier ouvre alors la porte de la chambre et accompagne le prisonnier aux toilettes du couloir. Quelque peu convaincu des intentions légitimes du détenu, surtout qu'il venait d'être opéré, le policier pénètre alors dans la chambre, et pendant qu'il avait le dos tourné, le temps d'un éclair, le prisonnier prend la poudre d'escampette.

En retournant dans les toilettes… plus de prisonnier, qui en fait, n'avait fait que jouer la comédie.

Quand l'alerte fût donnée, c'était trop tard, le fuyard avait enjambé le mur sud de l'hopital et a disparu dans le labyrinthe des rues du quartier Aadja situé au sud de la ville. Les éléments de la Sûreté de wilaya se sont lancés sur sa piste et dressé des barrages sur toutes les sorties de la ville durant toute la journée de vendredi. C'est grâce aux agents de recherches et de renseignement que des informations sur le lieu où le prisonnier se terrait, en attente de quitter la ville pour une destination lointaine, ont été obtenues, à savoir qu'il avait trouvé refuge dans une habitation abandonnée dans une exploitation agricole située en bordure de la route reliant Bir Ould Khelifa à Djelida à hauteur du douar des Gheraïguia.

L'habitation est alors cernée et l'évadé arrêté, et ramené à l'hopital pour y être soigné puis ramené alors cette fois à l'infirmerie de la maison d'arrêt.

L'enquête en cours diligentée par le procureur de la République près le parquet de Khemis Miliana permettra de situer les responsabilités des uns et des autres.

Karim O.

UNE BAGARRE MORTELLE ENTRE COLLÉGIENS À GUELMA

Un adolescent poignardé à mort et un deuxième grièvement blessé

C'est dans un quartier de la localité d'Héliopolis, distante de 4 km de Guelma, qu'un adolescent a tué, ce week-end, son ami, et a blessé grièvement un deuxième, âgés de 14 et 15 ans, en leur assénant plusieurs coups de couteau. Le mobile du crime reste encore inconnu. Selon notre source, le corps de la victime a été découvert au quartier Brouk-Hocine en face du CEM Ourfella, portant des coups donnés avec un objet tranchant et gisant dans une mare de sang. La deuxième victime a été, quant à elle, transportée par les secouristes de la Protection civile vers l'hôpital Okbi de Guelma. Son état de santé ayant été jugé très grave.

Elle a été transférée vers le CHU d'Annaba. Elle est en soins intensifs et ses jours sont toujours en danger, nous révèle une source hospitalière. Les enquêteurs sont arrivés à identifier quelques heures plus tard, le suspect. Il s'agit d'un collégien âgé d'à peine 14 ans et qui habite dans le même patelin. Les services de sécurité ont déclenché une enquête pour élucider ce crime qui a mis en émoi toute la population de Guelma.

Accusés de trafic de drogue, deux employés de l'hôpital sous les verrous

Poursuivis pour trafic de drogue, cinq employés de l'hôpital Okbi de Guelma ont été présentés à la justice. C'est le magistrat instructeur près le tribunal de Guelma qui a ordonné la mise en détention de deux d'entre eux tandis que les trois autres ont été placés sous contrôle judiciaire, en attendant les suites de l'enquête. L'affaire remonte à la dernière semaine du mois de Ramadan, quand les prévenus avaient été pris dans les filets des limiers des éléments de la police judiciaire de Guelma. Selon notre source, les suspects écoulaient le kif traité sur leur lieu de travail.

N. Guergour

TLEMCEN

40 quintaux de kif saisis dans la localité d'Ouled Mimoun

Les éléments de la brigade des Douanes ont réussi à intercepter un véhicule de marque Mercedes fourgonnette, qui transportait à son bord une importante quantité de kif traité, estimée à plus de 40q.

Cette opération a été minutieusement préparée par les douaniers, et ce suite à une information qui leur est parvenue.Tôt dans la matinée de dimanche, le véhicule était signalé sur la l'autoroute Est-Ouest et se dirigeait vers Oran. C'est à l'entrée de Ouled Mimoun, à 30 km du chef-lieu de la wilaya de Tlemcen, que le conducteur s'est aperçu de la présence du barrage. Il prit alors la fuite en abandonnant la fourgonnette et les 40 quintaux de kif dissimulés sous forme de plaquettes.

Harcelés par les différents services de sécurité sur les traditionnels axes routiers, les narcotrafiquants ont changé de stratégie en empruntant l'axe autoroutier Tlemcen-Alger où les barrages sont plutôt rares.

M. Zenasni